

L'ÉGLISE, LE FASCISME ET LA DÉMOCRATIE...

Au seuil de cette étude, nous sommes envahis par une hésitation, légitime, si l'on considère l'ampleur du sujet et la place forcément mesurée pour le disséquer. Si l'on veut utilement démontrer la nocivité de l'Église par les événements, il est indispensable d'en faire un historique malheureusement incomplet. D'autre part, une entrée de plain-pied dans le sujet, en dédaignant l'histoire de l'Église pour ne partir que de l'actualité, rendrait incompréhensible tout le démontage de la machine épiscopale et ne servirait qu'à perdre le lecteur dans le labyrinthe des arcanes ecclésiastiques. Ainsi, dans l'obligation où nous sommes placés de peser chaque mot, afin que la condensation extrême ne nuise pas trop à la clarté de l'étude, demandons-nous instamment au lecteur de bien réfléchir à chaque phrase, étant donné quelle porte en elle-même, chacune, la valeur de plusieurs.

HISTORIQUE DE LA PUISSANCE PAPALE

Pendant mille ans, de 800 à 1870, la puissance temporelle de l'Église romaine fut, pour ainsi dire, incontestée, si l'on en excepte les trois événements précurseurs de la débâcle future, c'est-à-dire la constitution d'une première *République romaine* dont la créatrice fut la *Révolution Française*, suivie plus tard de l'annexion de Rome par Napoléon 1^{er}, et enfin la *Révolution de 1848*, mère spirituelle d'une seconde *République romaine*. L'occupation de Rome par Napoléon 3^{ème}, eut pour but, chacun le sait, la protection des territoires - les biens matériels de l'Église sis à Rome et l'Italie - contre les convoitises des piémontais. La défaite française de 1870 permet à ces derniers l'invasion de la *Ville éternelle* et la confiscation des biens de l'Église tant convoités, sauf le Vatican, où le Pape et ses successeurs s'enfermeront, et le Palais de Latran, où ils n'iront plus jamais. Tous les autres biens, dont le Quirinal, deviennent propriétés de l'État italien. Il va sans-dire que la Papauté n'accepte cette dépossession sous aucun prétexte, et le renouvellement traditionnel de la protestation papale à chaque nouvel avènement au trône du *Saint-siège* fait partie intégrante de cette politique protestataire régulière.

La séparation entre les biens et les idées religieux consacre peu à peu la disparition de l'idée de la *Puissance temporelle*, c'est-à-dire matérielle, de l'Église: seul résiste encore le *Pouvoir spirituel*. C'est alors qu'intervient Mussolini, dont les intérêts politiques ne peuvent plus se passer des services immenses que rend une *Église intelligente* à tous les gouvernements de toutes couleurs et placés dans des situations morales et sociales difficiles. Face à la *Loi des Garanties* qui voulait consacrer la *dépossession matérielle* de l'Église et que celle-ci - nous venons de le dire - n'accepta jamais, les *Accords de Latran*, en 1919, redorent momentanément le blason quelque peu déteint de la puissance territoriale ecclésiastique.

C'est que l'Église avait subi une suite ininterrompue de revers cuisants et comprenait que l'ère du déclin de sa puissance, tant matérielle que spirituelle, cette fois, était ouverte. Débutée par cette *Loi des Garanties*, révolutionnaire en ce sens, elle développa pendant la guerre 1914-18, par l'insertion d'une clause secrète dans les accords du 16 avril 1915 passés entre les Alliés et l'Italie encore neutre, où il était stipulé que la France, l'Angleterre et la Russie s'engageaient à NE PAS ADMETTRE LE SAINT-SIÈGE AU CONGRÈS DE LA PAIX, et cette obligation fut strictement observée malgré d'incessants et astucieux efforts de l'Église. Échec douloureux que le Pape a eu le loisir de méditer par la suite pendant la seconde guerre.

Cette clause fut un trait de lumière pour les conseillers de la Papauté. Elle décela le peu de consistance de la puissance fictive du *Saint-siège* et leur inspira l'idée d'un rapprochement avec le gouvernement italien, en réaction avec les échecs internationaux que le manque de place nous oblige à ne pas relater. Les refus des gouvernements de Vitti et surtout de Gioletti - lesquels n'étaient pas mûs par de sincères sentiments anticléricaux, mais plutôt par l'opportunisme politique - ulcéreront davantage nos ecclésiastiques en accentuant plus puissamment l'impression pénible qu'ils ressentaient devant l'éclipse de leur force et de leur pouvoir, battus franchement en brèche dans un domaine national et international. Le spectre de la décomposition de la puissance religieuse s'est imposé de façon très nette à l'esprit des conseillers. Il fallait y parer, et ce furent alors les *ACCORDS DE LATRAN*, considérés comme le moindre mal.

L'APRÈS-GUERRE, CETTE INCONNUE...

La seconde guerre remet néanmoins le Saint-siège face aux réalités présentes et SURTOUT FUTURES. Si Latran lui remet la possession de certains biens, des droits régaliens et des possibilités nouvelles d'indépendances matérielles vis-à-vis de l'État italien (missions diplomatiques et leurs droits, poste émetteur de T.S.F, inviolabilité du courrier, etc...), par contre, les ennuis du cardinal Hlond, archevêque de Poznan, refoulé par les allemands, et ensuite par les italiens, remettent en cause la puissance réelle de l'Église. Nous nous bornons à ce seul exemple qui ne fut cependant pas unique.

Les conditions qui seront faites lors de la victoire anglo-saxonne déjà prévisible, inquiètent le Pape Pie 12^{ème}. Il craint le règlement de compte que sa collaboration avec le fascisme ne manquera pas d'imposer. Aussi use-t-il d'un procédé typiquement ecclésiastique: il laisse tomber l'effectif des cardinaux au *Sacré-colège* à 38 - sur 70 - que la mort éclaircit. Il attend l'issue de la guerre pour VOIR D'OÙ VIENDRA LE VENT. La victoire alliée prouve la justesse de sa méfiante prudence ecclésiastique. Aussi la nomination dernière des 32 nouveaux cardinaux s'inspire t-elle des considérations à la fois internationale, nationale et particulières du Saint-Siège. Vingt-huit étrangers sont élevés au rang de ministres de l'État-Église et possèdent ainsi une majorité de 14 sièges de plus sur les italiens. Le fait est réellement révolutionnaire; il démontre, avec le fait que l'Église ne CONDUIT PLUS LES ÉVÈNEMENTS comme par le passé, que sa puissance RÉELLE est chancelante. Il lui faut s'incliner devant les États, forts et vainqueurs.

Mais il permet aussi, en plus de l'élimination de la crainte de ce règlement de compte inquiétant, de pouvoir compter sur la puissance anglo-saxonne au cas où le peuple italien voudrait imposer - par la voix des organisations vraiment révolutionnaires - l'ouverture de ce livre obsédant que Washington maintient ferme sous son poing militaire et économique. En prévision des services réciproques à rendre - ne mentionnons que pour mémoire ceux déjà rendus - lecture est interdite formellement de ce livre débutant par l'année 1927 et se terminant en 1944. L'Église s'engage, en conséquence, à intensifier sa propagande de soumission des exploités et des opprimés envers la *Force politique, économique et sociale* des différents pays qu'ils soient. Elle met servilement - ce qui n'est pas nouveau, - sa force de persuasion hypocrite au service du capitalisme. Mais elle accentue son aide en se soumettant - PIEDS ET POINGS LIÉS - aux forces temporelles, en abdiquant ENTIÈREMENT toute indépendance réelle, matérielle et spirituelle, ce qui est nouveau et gros de conséquence, non seulement pour elle, ce qui nous laisserait indifférents, mais pour les peuples eux-mêmes.

La révolution qu'accomplit actuellement l'Église, - malgré et CONTRE ELLE-MÊME, - s'inclut harmonieusement et invinciblement dans la Révolution industrielle, puis économique, et enfin sociale dont nos lecteurs ont déjà été entretenus. Nous expliquerons ultérieurement la place que l'évolution sociale de l'Église tient dans la *Révolution sociale* en cours, que nous n'avons pu qu'esquisser hâtivement dans cette étude trop brève et incomplète. A condition, évidemment, qu'elle ait intéressé nos lecteurs, auquel cas cet article ne serait à la fois que la préface et le résumé d'une étude contenant plusieurs articles.

MÉPHISTO.
